

LES TARES DE NOTRE ÉCONOMIE ...

Je ne trahirai pas la pensée du *Monde libertaire* en disant qu'il existe une science de l'économie qui, dans ce domaine, impose ses lois à toutes les sociétés humaines quelles qu'en soient leur nature ou leur forme. Mais qu'on ne croit pas que dans notre monde nous donnons le pas au seul matérialisme, c'est-à-dire à une fatalité à laquelle l'homme serait entièrement soumis. Nous croyons que dans tout phénomène qui met en cause son destin, l'homme joue son rôle et même que ce rôle peut être prépondérant. On commande à la nature en lui obéissant, a dit François Baron il y a plusieurs siècles. Cette pensée est vraie aujourd'hui comme hier. La science donne à l'homme la connaissance, et la connaissance lui permet de changer le cours des choses, de dominer la nature, de la mettre à son service, en fait d'être ce Dieu qu'il a vainement cherché en dehors de lui-même. Mais cette promotion de l'Homme au rang de Maître de l'univers lui impose des devoirs, une morale, sinon tout est perdu, il ne sera qu'un élément de désordre, de destruction.

C'est dans cet esprit que nous traitons ici certains problèmes d'ordre économique avec leurs répercussions d'ordre social. Tout n'est pas à condamner dans nos sociétés: par-dessus les régimes, contre l'Etat et tout son réseau étouffant de contraintes et d'obligations, malgré les lois et les mesures qui, si elles étaient appliquées à la lettre, bloqueraient entièrement certains secteurs de l'économie, l'individu réagit aidé puissamment par les impératifs naturels de la science économique qui sont contre les artifices économiques imposés par des Pouvoirs publics incompetents ou peu sérieux et sans probité. C'est ce qui explique que la vie continue tant bien que mal, plutôt mal que bien, avec une économie déséquilibrée toujours à la recherche d'une conjoncture favorable.

Portons notre attention sur quelques phénomènes économiques de la vie présente signalés par la grande presse écrite et parlée. On a pu lire ces jours-ci dans les journaux des phrases comme celles-ci: crise des exportations aux Etats-Unis - le dollar est en danger - Washington va demander à l'Europe, au Japon et à d'autres nations d'acheter davantage de produits aux Américains. Or, rappelons-nous ce qui a eu lieu en France il y a très peu de temps: un franc dévalué dont personne ne voulait; une balance commerciale déficitaire qui nous conduisait soi-disant à la catastrophe.

MODERATION?

Imaginons que tout ce qui se dit sur la situation de l'économie américaine soit vrai - ce qui est loin d'être prouvé - comme on aurait beau jeu à montrer la conduite absurde des dirigeants français qui ont poursuivi une politique d'exportation à tout prix, pour gager l'avoir français d'une quantité considérable de dollars dans le but d'avoir une balance créditrice. Et voilà que nos réserves en devises fortes vont fondre comme neige au soleil; les devises fortes vont devenir des devises faibles et perdre leur pouvoir d'achat. Il faudra saigner le franc pour sauver le dollar. Tous les gogos d'en bas et d'en haut réfléchiront-ils à ce qu'ils ont cru, à ce qu'ils ont dit; les militants syndicalistes qui conseillaient la modération aux salariés pour sauver le franc se rappelleront-ils leurs déclarations? Oseront-ils aujourd'hui soutenir qu'il faudra se priver pour sauver le dollar? Car écoutez bien ce qu'on nous dit, c'est écrit noir sur blanc: *"la crainte grandit que le gouvernement américain ne soit obligé de recourir à la dévaluation, ce qui ne manquerait d'avoir de graves répercussions sur l'économie mondiale"*. On a le droit de poser cette question à M. Pinay: si vous avez dit vrai en dotant la France d'une monnaie solide, d'un franc lourd et fort, que n'exigez-vous d'être payé avec ce franc? Pourquoi lui préférer sur les marchés mondiaux le dollar, la livre ou l'or sous la fallacieuse raison d'avoir une balance active? Que va devenir votre balance avec un dollar défaillant?

Jetons un regard dans d'autres secteurs de l'économie. On n'a que l'embarras du choix tant est vaste le champ d'activité d'un monde hanté par une aveugle poursuite d'insaisissables profits. Le grand quotidien du Sud-Est *«Le Progrès de Lyon»* donnait ces jours-ci un long compte rendu d'un colloque des organisations paysannes qui a eu lieu à Bourg le 2 novembre 1959. Cette réunion permet de se faire une idée

de l'état d'esprit de la paysannerie. Voici quelques-unes des déclarations qui y ont été prononcées: «*Les prix des denrées agricoles sont les salaires des travailleurs du sol; - Nous devons, nous producteurs du sol, être présents dans tous les circuits de la distribution; - ces circuits doivent être les plus courts possibles; - il est inadmissible que la hausse des prix se répercute instantanément sur le marché alors que la baisse ne parvient que très lentement au consommateur; - nous voudrions voir la distribution ramenée à son rôle de service et non de profit comme c'est souvent le cas...*».

DROIT A LA VIE:

Dans cette bataille des intérêts particuliers, toutes ces affirmations sont, ou tout au moins paraissent, parfaitement justifiées. Comme le sont d'ailleurs celles des commerçants, des bouchers, des transporteurs, des petites et moyennes entreprises, et aussi des grosses, bien entendu, etc. Mais voilà: il y a ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas; il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. Puisqu'il est question ici des paysans, voici ce qu'on ne dit pas et ce qu'on ne voit pas.

Comme chez les salariés, comme dans toutes les corporations, il y a les petits, les moyens et les gros paysans. Quand, d'accord avec la paysannerie, l'Etat fixe ce qu'on appelle les prix d'objectifs, c'est-à-dire les prix minima garantis des principaux produits agricoles, on se base, paraît-il, sur les prix de revient de ces produits. Les paysans ont droit à la vie, disent-ils, donc à des prix suffisants. Ils exigent que les Pouvoirs publics interdisent la vente à des prix trop bas qui ne permettraient pas de subvenir aux besoins vitaux des travailleurs du sol. Tout cela n'est pas dans les textes mais chacun sait bien que les prix convenus sont des prix au-dessous desquels on ne descend pas. Quant aux taux maxima; chacun sait bien aussi comme il est facile de passer outre.

Mais paysans et dirigeants oublient - les uns volontairement - certaines vérités qui rentrent dans le cadre des impératifs dont il était question au début de cette étude. En voici quelques-unes: un prix non suffisant pour tel producteur peut être parfaitement suffisant pour tel autre; - le prix de revient d'un produit n'est pas le même chez tous les producteurs, et lorsqu'on fixe un prix minimum tel qu'il couvre le prix de revient, on est en droit de se demander: le prix de revient de qui? Par exemple le prix du blé doit-il couvrir celui d'un gros propriétaire de la Beauce ou celui d'un petit propriétaire d'un plateau où le rendement est moitié moindre. En fixant le prix du blé de manière qu'il assure un revenu suffisant aux cultivateurs les plus défavorisés, on assure de gros profits à ceux qui sont bien équipés, qui emblavent dans de bonnes terres et sous un climat favorable. Et c'est bien ainsi que tout se passe avec nos dirigistes non seulement pour le blé mais aussi pour tous les produits taxés.

PRATIQUES SCANDALEUSES:

Voici à quoi aboutit une taxation qui ne tient pas compte des prix qui se formeraient sur un marché libre. Lorsque les prix taxés sont supérieurs aux prix du marché, on produit beaucoup plus qu'on ne peut vendre. Dans le cas où les prix fixés sont trop bas, on crée la pénurie et on a le marché noir. Dans le premier cas des stocks d'invendus s'accumulent, et les prix qu'on voulait avantageux s'effondrent, à moins que l'Etat ne se décide à acheter ces stocks pour les détourner de leur destination naturelle ou peut-être pour les détruire, ce qui constitue un sacrifice pour les consommateurs et les contribuables et en même temps, disons le mot, un crime, car beaucoup de gens qui ne pouvaient acheter ces produits les auraient bien consommés. On a vu à Lyon, il y a quelques années, des tonnes de légumes jetés dans la Saône et du lait blanchir le canal de Jonage.

Ces pratiques scandaleuses ont à peu près cessé aujourd'hui; mais qu'on n'aille pas croire que la distribution est mieux assurée. Et ce ne sont pas les vœux pieux des paysans que j'ai cités plus haut qui pourront y remédier. Un malthusianisme savamment organisé entre tous les producteurs fonctionne avec l'active collaboration des gouvernements, y compris celui de de Gaulle. Il s'agit de sauvegarder les profits parfaitement illicites des gros paysans, des gros commerçants, des grosses entreprises parmi lesquelles il faut comprendre les grands services plus ou moins nationalisés où sévit le scandale des salaires et des profits hiérarchisés. Pour ce monde, la conjoncture c'est une balance équilibrée entre la production et la consommation de ceux qui peuvent consommer. Quant au bien-être pour tous, entendons notre sauveur qui nous dit qu'il est en vue!

J. FONTAINE.